

TCHALA DEVELOPMAN



One-Pager : **Education Universitaire**

Par Thomas LALIME, Ph.D.



PROJET TCHALA DEVLOPMAN

Rapport sur la thématique : Education Universitaire

Rédaction : Thomas LALIME, Ph.D.

Lecture critique : Fanela CELESTIN, Pierre-Michel LAGUERRE, Dilou PROSPERE

Juillet 2024

Une éducation de qualité pour réduire les inégalités sociales et promouvoir la création de richesse

Introduction

De nombreux travaux de recherche s'accordent sur le rôle clé de l'éducation dans l'accroissement des revenus, de la productivité ainsi que dans la croissance et le développement économiques (Jacob Mincer (1958), Théodore W. Schultz (1961), Nelson et Phelps (1966), Robert Lucas (1988), Krueger et Lindahl (1991), Benhabib et Spiegel (1994) ainsi que Barro et Sala-i-Martin (1995). Ces recherches démontrent que l'éducation renforce les compétences de la main-d'œuvre, stimule l'innovation et accroît la capacité d'un pays à adopter de nouvelles technologies, tous des éléments contribuant à une croissance économique durable.

D'autres auteurs, comme William Easterly (2006), montrent que l'éducation est une condition nécessaire mais non suffisante à la croissance et au développement économiques. Ils s'appuient sur les faibles impacts des hausses récentes du taux de scolarisation sur le niveau de développement économique de certains pays africains comme le Kenya, l'Ouganda et la Zambie (humanium.org 2020, 2021, un.org).

Pourquoi l'éducation, si importante dans la croissance et le développement économiques dans certains pays, n'arrive pas encore à jouer un rôle majeur dans le développement économique dans d'autres? Cette interrogation est d'autant plus pertinente dans le contexte haïtien, où l'accès à l'éducation s'est amélioré au cours des dernières décennies, passant d'un taux net de 50% en 2005/2006 à environ 83% en 2012, sans pour autant entraîner une augmentation proportionnelle de la création de richesse. Que faire alors pour l'amener à jouer ce rôle ?

Ce document One-Pager se propose de faire un survol de ces questions capitales. Il décrit un triplet de problèmes cruciaux du système éducatif haïtien, envisage des solutions faisables existantes, des résultats de leur mise en œuvre ailleurs ainsi que l'adaptation et l'application probables de telles solutions en Haïti.





1. Un ensemble de problèmes cruciaux de l'éducation en Haïti

Sans prétention d'exhaustivité, nous avons identifié plusieurs défis majeurs à l'éducation en Haïti. Ce sont:

1.1 Une éducation de qualité inaccessible au plus grand nombre

L'éducation de qualité demeure un privilège désirable mais inaccessible pour de nombreux Haïtiens, en raison de multiples obstacles persistants dans le système éducatif. Malgré des progrès encourageants, l'offre publique d'éducation reste largement insuffisante, ne couvrant que 12% de la population (Challenge No 48, 2016). Cette situation contraint la majorité des familles à se tourner vers le secteur privé, où plus de 70% des écoles ne répondent pas aux normes de qualité requises, amplifiant ainsi les disparités socioéconomiques. Ces défis sont exacerbés par des disparités régionales marquées, avec un taux d'analphabétisme beaucoup plus élevé dans les zones rurales (34%) par rapport aux zones urbaines (10%). Les femmes sont également très affectées, avec 28% d'analphabètes, contre 19% chez les hommes. Ces statistiques témoignent de l'inégalité d'accès à une éducation de qualité qui continue de priver de nombreuses communautés de l'opportunité de s'élever sur le plan social et économique.

Haïti se trouve dans une situation critique par rapport à ses voisins latino-américains. Le taux d'analphabétisme y est très élevé, atteignant 23 % en 2012, contre des taux beaucoup plus bas dans des pays comme la République dominicaine et Cuba. En Haïti, seulement 12 % des écoles sont publiques, alors que ce chiffre dépasse 90 % dans des pays voisins comme le Costa Rica et la Jamaïque ([Amérique latine et Caraïbes | Data \(banquemondiale.org\)](#)). Les coûts élevés de l'éducation, absorbant jusqu'à 49% des dépenses totales des ménages (J.J Morisset, G.G Merisier, 2001), limitent l'accès à l'éducation de qualité pour les familles les plus vulnérables. Les frais de scolarité représentent souvent une part disproportionnée des revenus annuels, rendant l'éducation inabordable pour de nombreux enfants. En conséquence, malgré une augmentation du taux de scolarisation, seuls 30% des élèves terminent le cycle primaire, et les taux de diplomation pour le secondaire et l'enseignement supérieur restent extrêmement bas.

Poser le problème de l'accès à l'éducation de qualité en Haïti (PNEF, 1998; Banque mondiale, 2014) renvoie également à considérer: a) la formation des enseignants dont une grande proportion ne détient pas une qualification adéquate; b) le contenu des programmes d'enseignement qui ne répond pas toujours aux exigences de développement personnel et collectif de l'apprenant; c) la disponibilité des écoles publiques dans un rayon acceptable pour empêcher aux écoliers de marcher des dizaines de kilomètres afin d'atteindre leur lieu d'enseignement ainsi que la disponibilité de matériels d'enseignement (technologiques et pédagogiques) pour faciliter le travail des enseignants (Carly Dollin et Thomas Lalime, 2004).





1.2 Déconnexion du savoir et de la production de richesse

Il existe une très faible intégration de la recherche dans le secteur privé des affaires en Haïti et dans les institutions publiques, ce qui aboutit à un écart significatif entre la recherche académique et les besoins du secteur privé, selon la Banque mondiale (2014). Cela rend difficile le transfert des connaissances et des innovations de la recherche vers le secteur productif. De plus, l'absence de collaboration entre les universités, les centres de recherche, les entreprises et le secteur public limite la capacité à transformer le savoir académique en produits ou services commercialisables. Cette absence de connexion entre production de savoir et production de richesse est également liée à un manque de compétences entrepreneuriales des diplômés, y compris les chercheurs formés en Haïti, qui souvent manquent des compétences nécessaires en commercialisation et en entrepreneuriat pour transformer leurs idées novatrices en succès commerciaux.

1.3 Inadéquation entre formation universitaire et marché de travail

L'inadéquation entre la formation universitaire et le marché du travail haïtien est un problème majeur qui contribue au taux élevé de chômage des jeunes, atteignant 37,04% pour la tranche d'âge de 15 à 24 ans en 2022 (Perspective Monde, 2024). Cette inadéquation persiste même lorsque l'on élargit la définition du chômage, touchant particulièrement les femmes et les jeunes, avec des taux variant entre 20,1 % en milieu rural et 40,2 % dans l'aire métropolitaine (Herrera et al., 2014). Malgré une formation universitaire, de nombreux diplômés ne parviennent pas à intégrer le marché du travail en raison du manque d'adaptation des programmes académiques aux besoins réels des employeurs et de l'absence de liens entre les institutions d'enseignement supérieur et les entreprises (MENFP-FNE, 2019). Celles-ci ne disposent pas non plus de programmes de formation des recrues et de perfectionnement des employés, comme c'est le cas au Japon et en Corée du Sud. La proximité entre les centres de formation et les universités est impeccable en Corée du Sud.

En Haïti, l'absence de cette proximité est amplifiée par la non-valorisation du savoir par le marché du travail et la précarité des infrastructures éducatives, avec des frais de scolarité élevés dans les universités privées et un accès limité aux conseils pour orienter les choix de filières d'études. Les institutions d'enseignement supérieur haïtiennes sont également confrontées à des défis structurels, telles que le manque d'infrastructures modernes et de ressources pédagogiques adéquates, réduisant ainsi les opportunités de stages et d'apprentissage pratique pour les étudiants (MENFP-FNE, 2019). De plus, le climat politique instable entrave la création d'entreprises, affectant la planification à long terme des entreprises et la stabilité des opportunités d'emploi pour les diplômés, indépendamment de leurs compétences.





2. Solutions faisables existantes et résultats de leur mise en œuvre

Les solutions existantes pour améliorer le niveau de l'éducation et ses résultats sont diverses et peuvent être mises en œuvre avec succès dans différents contextes. La première solution est l'élimination ou la réduction drastique des frais de scolarité et des uniformes, comme démontré par Glewwe et Kremer (2006). En Afrique orientale, la suppression de ces frais a entraîné une augmentation significative des inscriptions scolaires. Cette mesure permet de lever les barrières financières à l'accès à l'éducation, offrant ainsi à un plus grand nombre d'enfants la possibilité de fréquenter l'école et d'acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans la vie. Une éducation de qualité accessible à tous constitue l'un des moyens d'éviter cette transmission intergénérationnelle de la pauvreté (Thomas Lalime, 2014). De plus, l'éducation contribue au développement du capital humain, favorisant une main-d'œuvre qualifiée et instruite, essentielle à la croissance économique. Une autre solution efficace est l'adaptation du curriculum aux besoins du marché, comme observé en Asie orientale grâce aux travaux de Perkins et al. (2008). En orientant la formation vers les besoins industriels, cette approche a permis d'augmenter l'alphabétisation, de quadrupler le revenu moyen et de réduire la mortalité infantile. Selon la Banque mondiale, chaque année supplémentaire de scolarité peut augmenter les revenus individuels jusqu'à 10 % dans les pays à faible revenu comme Haïti. L'éducation demeure un puissant outil de réduction de la pauvreté. Les données de l'UNICEF montrent qu'à chaque année supplémentaire de scolarité, le revenu d'une personne peut augmenter de 10 % à 20 %. En intégrant les compétences et les connaissances requises par les employeurs dès le cursus scolaire, les élèves sont mieux préparés à réussir sur le marché du travail et à contribuer au développement économique de leur pays.

L'éducation doit répondre aux exigences du marché du travail pour être efficace. En ce sens, l'exemple de l'Asie orientale dans les années 1970 est très pertinent. La demande croissante d'équipements électroniques a incité des multinationales à délocaliser leur production vers des pays offrant une main-d'œuvre qualifiée et bon marché, comme la Corée du Sud, le Hong Kong, le Singapour et Taiwan. Ces pays ont investi massivement dans une éducation adaptée aux besoins industriels, ce qui a permis de quadrupler le revenu moyen entre 1970 et 2003, d'augmenter le taux d'alphabétisation de 58 % à 90 %, et de réduire le taux de mortalité infantile de 46 à 7 pour 1 000 habitants (Perkins et al., 2008). Cela n'enlève pas la possibilité aux entreprises de fournir un complément de formation beaucoup plus pratique aux recrues. Haïti pourrait bénéficier d'une réforme similaire, en alignant son système éducatif sur les besoins du marché et les opportunités de création de richesse.

La promotion de l'entrepreneuriat et de la recherche constitue également une solution efficace pour stimuler l'innovation et la croissance économique, comme le souligne Thomas Lalime (2017). En mettant l'accent sur l'entrepreneuriat, la littératie financière et la résolution innovante de problèmes, les programmes éducatifs peuvent encourager les jeunes à développer leurs compétences entrepreneuriales et à créer de nouvelles opportunités





d'emploi. En ce sens, la création d'un fonds destiné à financer et encadrer les startups des étudiants serait la bienvenue. Haïti détient fort heureusement les avantages liés à son retard de développement à tous les niveaux. De plus, l'augmentation des subventions pour la recherche et le développement permet de soutenir la création de nouvelles technologies et de solutions innovantes, renforçant ainsi la compétitivité économique.

Il faut que l'enseignement secondaire « puisse offrir une préparation efficace à ceux qui intègrent l'enseignement supérieur, universitaire ou professionnel comme à ceux qui entrent dans le monde du travail – que ce soit au titre de la formation, en qualité de salariés ou en tant qu'entrepreneurs indépendants – tout en leur apportant les compétences sociales nécessaires à une vie productive et paisible dans les communautés interdépendantes qui prévalent aujourd'hui. Une telle éducation nécessitera un équilibre harmonieux entre les disciplines générales, les compétences pratiques et sociales de nature générique et la responsabilité civique » (Unesco, 2005). Il est également crucial de prendre en compte les jeunes qui quittent l'école sans qualification professionnelle, en offrant des programmes de formation adaptés pour les préparer aux emplois du secteur tertiaire. Avec un taux alarmant de jeunes abandonnant l'école primaire et secondaire sans diplôme, cette approche intégrée est essentielle pour garantir que tous les jeunes aient les compétences nécessaires pour réussir dans la société moderne.

3. Application et adaptation des solutions en Haïti

Dans ce document One Pager, nous avons décrit des problèmes cruciaux majeurs auquel le système éducatif haïtien doit s'atteler à résoudre afin qu'il puisse jouer pleinement sa partition dans le processus de développement national. Nous avons identifié des solutions efficaces ayant abouti à des résultats probants dans d'autres pays. Étant donné les excellents résultats obtenus ailleurs, nous proposons ici un programme incluant un cadre institutionnel pour adapter et appliquer ces solutions en Haïti. Pour rendre une éducation de qualité accessible au plus grand nombre, notamment aux plus démunis, Haïti devra élaborer et mettre en œuvre un large programme d'augmentation de l'offre scolaire publique (PDEF 2019-2029, 2018). L'objectif ultime sur le long terme est d'inverser la tendance actuelle afin d'aboutir à 90% d'écoles publiques aux niveaux primaires et secondaires comme au Chili (90%) et en République dominicaine (80%).

3.1. Renforcement du cadre institutionnel et organisationnel du MENFP

- Renforcer la capacité organisationnelle du MENFP. Transformer l'architecture du MENFP, réviser son cadre légal de fonctionnement et renforcer les normes et procédures en vigueur. Une feuille de route détaillée avec des objectifs à court, moyen et long termes sera nécessaire pour assurer la mise en œuvre efficace de ces transformations.
- Augmenter les investissements publics dans l'éducation. Identifier des sources de financements potentiels et mettre en place des mécanismes de





contrôle pour garantir une utilisation efficace des fonds. Explorer des stratégies pour attirer des financements internationaux et des partenariats publics privés. Il importe de noter l'absence d'une relation de causalité claire et évidente entre le niveau des dépenses en éducation et le développement économique, ce qui invite à des dépenses judicieuses et efficaces.

3.2. Accessibilité et égalité

- Suppression ou réduction des frais scolaires et des uniformes.
Éliminer ou réduire les frais de scolarité et les uniformes pour lever les barrières financières à l'accès à l'éducation. Compenser la perte de revenus des écoles privées par des subventions gouvernementales ou des programmes de soutien communautaire.
- Accès équitable à l'éducation.
Garantir une éducation équitable pour tous les enfants indépendamment de leur origine sociale, économique ou géographique. Mettre en place des programmes spécifiques pour des régions rurales et marginalisées, incluant des écoles mobiles ou classe satellites pour atteindre les zones difficiles d'accès.

3.3. Amélioration de la qualité de l'éducation

- Développement de programme d'études correspondant aux besoins socioéconomiques du pays
Pour véritablement améliorer la qualité de l'éducation en Haïti, il est essentiel de mettre de développer des programmes d'études pertinents, une formation continue des enseignants et des méthodes pédagogiques efficaces. En autres, il faudra envisager de collaborer avec des institutions éducatives internationales reconnues pour développer des programmes d'études modernes et pertinents, adaptés aux besoins socioéconomiques d'Haïti. Il faudra en outre garantir une mise à jour régulière des compétences pédagogiques et techniques des enseignants.

3.4. Évaluation régulière de la performance

- Évaluation des enseignants : Introduire des mécanismes d'évaluation régulière des performances des enseignants pour identifier les domaines nécessitant des améliorations et fournir un soutien ciblé.
- Évaluation des élèves : Mettre en place des systèmes d'évaluation continue des élèves pour suivre leur progression et adapter les méthodes pédagogiques en conséquence, assurant ainsi une amélioration continue de la qualité de l'enseignement.
- Évaluation des écoles et des programmes de formation.





3.5. Adoption de méthodes pédagogiques innovantes

- Pédagogie active et utilisation des TIC : Promouvoir des méthodes pédagogiques actives et participatives, qui encouragent la pensée critique, la résolution de problèmes et l'apprentissage par projet.
- Intégrer les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les méthodes d'enseignement pour améliorer l'accès aux ressources éducatives et renforcer les compétences numériques des enseignants et des élèves.

3.6. Formation des enseignants en compétences spécifiques

- Compétences socio-émotionnelles : Former les enseignants à développer les compétences socio émotionnelles des élèves et du civisme, essentielles pour leur bien-être et leur réussite future.
Compétences STEM : Renforcer la formation des enseignants dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) pour préparer les élèves aux défis du XXIe siècle.

3.7. Support et ressources pédagogiques

- Ressources pédagogiques : Augmenter les investissements dans la fourniture de ressources pédagogiques modernes et de qualité, telles que des manuels, des outils numériques et du matériel didactique.
- Infrastructure scolaire : Améliorer les infrastructures scolaires pour créer un environnement d'apprentissage propice et stimulant.

3.8. Suivi et évaluation des programmes éducatifs

- Mécanismes de suivi : Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation des programmes éducatifs pour mesurer leur efficacité et apporter des ajustements en temps réel.
- Transparence et responsabilité : Assurer une gestion transparente et responsable des ressources allouées à l'éducation pour maximiser leur impact.

3.9. Alignement avec le marché du travail





- Éducation professionnelle et universitaire orientée vers l'emploi : Offrir une éducation professionnelle et universitaire de qualité orientée vers l'emploi et la résolution innovante de problèmes socioéconomiques. Développer des partenariats avec les entreprises locales pour des stages et des programmes d'apprentissage pratique.
- Renforcer la collaboration entre les universités et les entreprises : Les universités devraient travailler en étroite collaboration avec les entreprises pour mieux comprendre les besoins du marché du travail et adapter leurs programmes de formation en conséquence.
- Offrir des formations complémentaires et des certifications professionnelles : Les universités pourraient proposer des programmes de formation complémentaires et des certifications professionnelles qui répondent aux besoins spécifiques des entreprises et du marché du travail.
- Promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation : Les universités pourraient encourager l'entrepreneuriat et l'innovation en offrant des cours et des programmes qui aident les étudiants à développer des compétences en création d'entreprise et en innovation.
- Sensibiliser les étudiants sur les opportunités d'emploi : Les universités devraient informer les étudiants sur les opportunités d'emploi disponibles sur le marché du travail et les aider à développer les compétences nécessaires pour y accéder.
- Subvention de la recherche et développement : Subventionner la recherche et le développement par l'État et le secteur privé pour rendre les diplômes universitaires et le métier de professeur-chercheur plus attrayants. Mettre en place des mécanismes pour encourager l'innovation et la collaboration entre universités et industries.
- Recrutement sur concours dans la fonction publique : Mettre en place un recrutement systématique sur concours pour valoriser les diplômes professionnels et universitaires, réduire les inégalités sociales et offrir un couloir sûr et efficace d'ascension.

3.10. Collaboration et gouvernance

- Le système éducatif doit mettre beaucoup d'accent plus sur la culture de collaboration et de coopération qui fait grandement défaut en Haïti.
- Collaboration avec le secteur privé et les ONG : Identifier des partenariats potentiels avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales et la société civile pour renforcer le système éducatif et mobiliser des





ressources supplémentaires. Lancer des projets pilotes pour illustrer comment cette collaboration pourrait être mise en œuvre efficacement.

- Sensibilisation et mobilisation de la société : Sensibiliser et mobiliser la société pour promouvoir l'importance de l'éducation et encourager la participation des communautés locales à la gestion des écoles. Mettre en place des campagnes de sensibilisation et des programmes communautaires pour soutenir les initiatives éducatives.
- Créer un Observatoire sur la formation professionnelle et l'employabilité de jeunes en définissant ses objectifs. Il s'agit 1) d'analyser les besoins en formation professionnelle des jeunes haïtiens, de suivre l'évolution du marché de l'emploi, d'identifier les secteurs en demande, etc. 2) de constituer une équipe multidisciplinaire en réunissant des experts en formation professionnelle, en emploi, en statistique, en économie, etc. pour garantir une approche complète et pertinente. 3) d'établir des partenariats stratégiques en privilégiant la collaboration avec des institutions académiques, des entreprises, des organismes gouvernementaux, des ONG, etc. pour bénéficier d'expertises complémentaires et d'un accès à des données pertinentes.

3.11. Politique et bonnes pratiques

- Stabilité politique et lutte contre la corruption : Mettre en place des mesures spécifiques pour améliorer la gouvernance, telles que des mécanismes de transparence, de reddition de comptes et de participation citoyenne dans la gestion des ressources éducatives.

Ces différentes mesures nécessitent un engagement politique fort, une coordination efficace entre les acteurs concernés et un soutien continu de la communauté internationale pour être pleinement efficaces. Il s'avèrera nécessaire également de renforcer la collaboration entre les universités, les entreprises et les autorités publiques et envisager la révision des programmes d'études pour les rendre plus pertinents, en augmentant des opportunités de stage et d'apprentissage pratique, ainsi que le renforcement des infrastructures et des ressources disponibles dans les établissements d'enseignement supérieur. Évidemment, les conditions économiques et politiques délétères telles que la corruption, l'instabilité politique et les infrastructures défaillantes, peuvent dissuader les investissements privés et entraver le développement économique basé sur la connaissance. La stabilité politique devient alors une condition nécessaire à l'implémentation de l'ensemble de ces solutions.





Références

1. Banque mondiale. (2014). Investing in people to fight poverty in Haiti: Rapport final (French). Washington, DC: World Bank Group. Consulté sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/146301468032155405/Rapport-final>.
2. Carly, D. et Thomas, L. (2004). Les facteurs explicatifs de l'échec au baccalauréat haïtien de première partie (rhéto C) : une étude transversale au niveau de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince pour l'année 2002. Mémoire réalisé pour l'obtention du Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en économie quantitative (Option : Statistique) au Centre de Techniques, de Planification et d'Économie Appliquée (CTPEA).
3. CCI. (2004.) Groupe thématique d'éducation, Jeunesse et Sport.
4. Challenge. (2016). L'Infographie, l'éducation en chiffres. N° 48.
5. Dwight, H. P., Steven, R. et David, L. L. (2006). Économie du développement. (6^{ème} édition, traduit par Bruno, B-R.). édition de Boeck.
6. Glewwe, P. et Michael, K. (2006). Schools, Teachers, and Education Outcomes in Developing Countries. In Eric Hanushek and Finis Welch (eds.). Handbook of the Economics of Education. Amsterdam: Elsevier, pp. 945–1017.
7. Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). (2014). L'Évolution des conditions de vie en Haïti entre 2007 et 2012, la réplique sociale du séisme.
8. Jacob, M. (1958). Investment in Human Capital and Personal Income Distribution. Journal of Political Economy, Vol 66, Issue 4, pp. 281–302.
9. Javier, H., Nathalie, L-B., Daniel, M., François, R., Camille, S-M., Constance, T. et Claire, Z. (2014). L'évolution des conditions de vie en Haïti entre 2007 et 2012. La réplique sociale du séisme.
10. Jess, B. et Mark, M. S. (1994). The role of human capital in economic development evidence from aggregate cross-country data. Journal of Monetary Economics, vol. 34, Issue 2, pp. 143-173.
11. Krueger and Lindahl. (2001). Education for Growth: Why and for Whom. Journal of Economic Literature, Vol. XXXIX, pp. 1101–1136.
12. MENJS (1998). Le Plan national d'éducation et de Formation (PNEF).
13. Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. (2010). EPT – Éducation pour tous en Haïti. International Développement Association/Caribbean Development Bank. Manuel d'opération. Phase 1





- (2007-2010). Volume III – Sous-composante Subvention des frais scolaires par élève, Port-au-Prince, le 10 septembre 2010.
14. Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. (2019). Fonds national d'éducation (FNE), « Éléments de politique et de stratégie ».
 15. Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. (2018). Plan décennal d'éducation et de formation (PDEF) 2019-2029.
 16. Moisset, J.J. et Mérisier, G.G. (2001). Coûts, financements et qualité de l'éducation en Haïti; perspective comparative: école publique et école privée », 2001, Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports (MENJS), Port- au- Prince, Haïti.
 17. MPCE. (2012). Plan stratégique de développement d'Haïti (PSDH)/Haïti, pays émergent, perspectives 2030.
 18. Philippe, A. et Peter, H. (2010). L'Économie de la croissance, Economica.
 19. Richard, R. N. et Edmund, S. P. (1966). Investment in Humans, Technological Diffusion, and Economic Growth. American Economic Review, Vol. 56, No. 1/2, pp. 69-75.
 20. Statistique Canada. (2022). Enquête sur l'enseignement primaire et secondaire, 2020-2021, Le Quotidien.
 21. Theodore, W. S. (1961). Investment in Human Capital. American Economic Review, Vol. 51, No. 1, pp. 1-17.
 22. Thomas, L. (2014). Économie haïtienne : radiographie d'un désastre. C3 Éditions.
 23. Thomas, L. (2017). Essais sur l'épargne et la littératie financière des ménages au Canada (Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal).
 24. Unesco (2005). La Réforme de l'enseignement secondaire: vers une convergence de l'acquisition des connaissances et du développement des compétences.
 25. William, E. (2006). Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ? Éditions d'Organisation.

Sites consultés

- 1- <https://www.humanium.org/fr/kenya/#:~:text=L'acc%C3%A8s%20%C3%A0%20l'%C3%A9ducation,de%20l'ampleur%20du%20probl%C3%A8m.>
- 2- <https://www.humanium.org/fr/ouganda/>
- 3- <https://www.un.org/fr/chronicle/article/leducation-primaire-pour-tous-lexperience-de-la->





Connecter les acteurs aux opportunités



+509 3701 9232



info@jobpaw.com



4, Allées des Acajous, Delmas 95, Pétion-Ville

tanzanie#:~:text=Le%20gouvernement%20de%20la%20R%C3%A9publiqu
e,avenir%20durable%20pour%20le%20pays.

